

*Questions orales*

ger l'ambassade de Tel Aviv à Jérusalem et des spécialistes estiment à cinq milliards les pertes occasionnées par l'impossibilité de soumissionner pour des contrats dans les États arabes.

D'après les études effectuées par son ministère, le ministre peut-il nous dire si le chiffre des pertes escomptées est exact?

**L'hon. Michael Wilson (ministre d'État chargé du Commerce international):** Monsieur l'Orateur, il est exact que des études ont été effectuées sur les conséquences de l'annonce, en juin, du déménagement éventuel de l'ambassade à Jérusalem, mais je ne puis confirmer maintenant l'exactitude du chiffre mentionné par le député. De toute évidence, les négociations commerciales relatives aux contrats avec ces pays sont durement touchées. Cela n'est pas sans nous inquiéter et nous suivons la situation de près. Nous espérons que toute cette affaire sera clarifiée sous peu grâce au voyage du très honorable Robert Stanfield.

**M. Foster:** Monsieur l'Orateur, j'aimerais savoir si le ministre d'État va déposer les études effectuées par le ministère de l'Industrie et du Commerce, ainsi que la liste des programmes dans lesquels il s'apprête à sabrer, comme l'a annoncé hier le ministre de l'Industrie et du Commerce.

**M. Wilson:** Monsieur l'Orateur, ces études ne sont qu'une analyse permanente des discussions qui ont eu lieu entre le ministère et les sociétés qui exercent des activités dans cette région du monde. Je n'ai aucune intention de déposer ces études qui portent sur des discussions confidentielles entre les compagnies et les hauts fonctionnaires de mon ministère.

● (1430)

Quant à la seconde partie de la question du député, j'ai déjà dit avoir l'intention de faire une déclaration sur notre politique de commerce extérieur et nos activités pour le promouvoir.

\* \* \*

**LES FINANCES****LE COURS DU DOLLAR CANADIEN—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT**

**M. Arthur Phillips (Vancouver-Centre):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre suppléant des Finances. Depuis environ un an, le président du Conseil du Trésor et d'autres ministres, dont le premier ministre, ont fait des déclarations voulant que s'ils étaient élus, ils prendraient des mesures pour faire hausser le dollar canadien à environ 90 cents américains.

Vu les prévisions terriblement pessimistes du ministre d'État chargé du Commerce international selon lesquelles notre balance commerciale se détériorera en 1980, et même en 1981, la politique du gouvernement demeure-t-elle toujours la même en la matière?

[M. Foster.]

**L'hon. Sinclair Stevens (président du Conseil du Trésor):** Monsieur l'Orateur, le député demande si la politique du gouvernement est toujours la même. J'aimerais le corriger. Cela n'a jamais été la politique du gouvernement.

En réponse directe à la question du député, je dirais que la stabilité de notre dollar, par rapport au dollar américain, est chose souhaitable que tous les députés à la Chambre chercheraient certes à assurer. N'importe quel gouvernement au pouvoir ferait sûrement des efforts pour hausser le dollar. Comme nous l'avons dit à maintes reprises à la Chambre, et comme le ministre d'État chargé du Commerce international l'a signalé, les résultats de la gestion de l'ancien gouvernement, sont tels qu'il nous faudra du temps pour prendre le dessus et renverser la tendance mais je puis donner au député l'assurance que c'est à cela que nous nous employons.

**M. Phillips:** Monsieur l'Orateur, en réalité, je ne songeais pas tant au passé ni aux dernières élections qu'aux deux prochaines années.

Étant donné que le ministre d'État chargé du Commerce international prévoit que le déficit de la balance des paiements devrait passer de 5 à 10 milliards de dollars, nous nous tournons vers l'avenir. Quel serait, selon le suppléant du ministre des Finances, le cours idéal du dollar canadien par rapport au dollar américain?

**M. Stevens:** Monsieur l'Orateur, le député sait bien que l'on ne peut pas répondre à ce genre de question à la Chambre.

**Des voix:** Oh, oh!

\* \* \*

**LE COMMERCE INTERNATIONAL****LES MESURES POUR AIDER LES EXPORTATEURS CANADIENS**

**M. Ray Chénier (Timmins-Chapleau):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre d'État chargé du Commerce international dont la tâche consiste à aider les exportateurs de bien des façons et notamment en maintenant des relations politiques harmonieuses et productives avec l'étranger.

[Français]

Je voudrais savoir, monsieur le président, quel est l'itinéraire du ministre pour les semaines à venir, et si cet itinéraire inclut le Moyen-Orient?

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre d'État chargé du Commerce international):** Monsieur l'Orateur, je ne projette aucun voyage avant quelques semaines. Je compte soutenir très activement les activités des entreprises qui exportent leurs produits vers d'autres pays.